

Appréciation des stratégies et des résultats de l'éducation des enfants et adolescents en situation d'urgence dans la ville de Bunia 2017 – 2023

BIRUNGI AKIKI Eugénie *
GBOISSO ASOBEE Oscar **
ISSOY AWONGI Augustin ***
VITA OKU ONZI LEMATIYA ****

Résumé

Cette étude porte sur l'appréciation des stratégies et des résultats de l'éducation des enfants et adolescents en situation d'urgence dans la ville de Bunia de 2017 à 2023. Elle s'est interrogée sur la conformité aux prescrits du cluster éducation des interventions menées en matière d'éducation en situation d'urgence ; sur les résultats concrets de ces interventions et sur les désidératas des enfants déplacés pour leur scolarisation.

Après analyse, les données recueillies auprès d'un échantillon d'enfants déplacés scolarisés (122) et non scolarisés (121) ainsi que des structures intervenant (9), grâce à trois guides d'entretien et la technique documentaire, ont conduit aux résultats suivants : les interventions des ONG et structures étatiques en faveur des enfants en situation d'urgence dans la ville de Bunia n'ont pas respecté les prescrits de cluster éducation, car la majorité de ces enfants sont dans la rue et ceux qui ont repris le chemin de l'école l'ont fait grâce aux efforts de leurs parents. En outre, les résultats obtenus ne répondent pas aux prescriptions du Cluster Éducation, car les taux des interventions varient de 4,76% à 33,33%. Les enfants déplacés non scolarisés souhaitent intégrer l'école, à condition d'être pris en charge. Tandis que les enfants déplacés scolarisés souhaitent une bonne prise en charge des ONG et du gouvernement et que la paix revienne dans leur province.

* Assistante, Enseignante – Chercheuse à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'**Université de Kisangani**, E-mail : eugenie.birungi@unikis.ac.cd, eugeniebirungi52@gmail.com.

** Professeur, Enseignant – Chercheur à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'**Université de Kisangani**.

*** Professeur Ordinaire, Enseignant – Chercheur à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'**Université de Kisangani**.

**** Chercheur indépendant.

Mots-clés : *Stratégies ; Résultats de l'éducation ; Situation d'urgence ; Cluster éducation.*

Abstract

This study focuses on assessing the strategies and outcomes of education for children and adolescents in emergency situations in the city of Bunia from 2017 to 2023. It looked into whether the education interventions in emergencies complied with the guidelines of the education cluster, what the actual results of these interventions were, and what displaced children wanted in terms of schooling.

After analysis, the data collected from a sample of displaced children—122 in school and 121 out of school—as well as from 9 organizations involved, using three interview guides and documentary techniques, led to the following results: the interventions by NGO and state structures in favor of children in emergency situations in the city of Bunia did not follow the Education Cluster guidelines because the majority of these children are on the streets, and those who went back to school did so thanks to their parents' efforts. Furthermore, the results obtained do not meet the Education Cluster's standards, as intervention rates range from 4.76% to 33.33%. Displaced children who are not in school want to join if they are taken care of. Meanwhile, displaced children in school hope for proper support from NGO and the government and for peace to return to their province.

Keywords: *Strategies; Education outcomes; Emergency situation; Education cluster.*

I. Introduction

L'Est de la RDC connaît un conflit chronique depuis plus de deux décennies. Une nouvelle escalade de la violence en avril 2012 a provoqué une forte augmentation des déplacés. En fin décembre 2012, on estimait à 2,6 millions le nombre de personnes déplacées à travers le pays. Ce chiffre est en hausse continue depuis juin 2017. Le nombre d'enfants affectés par la crise était estimé à 1,8 millions (Unicef, 2013).

Les conflits et les déplacements des populations ont un impact négatif sur la protection des enfants, ainsi que sur leur accès à l'éducation et leur maintien à l'école. Le Rapport Mondial de Suivi sur l'Education Pour Tous constate que les pays touchés par un conflit prennent de

plus en plus de retard dans leur développement. 42% de l'effectif total des enfants non scolarisés du monde sont dans des pays en conflit. Des enfants non encadrés lors des situations d'urgence courent des risques de violence, d'exploitation et de recrutement plus élevés (Unicef, 2013).

L'éducation en situations d'urgence peut être définie comme la fourniture d'opportunités d'apprentissage de haute qualité et ininterrompues pour les enfants, filles et garçons, de tout âge, touché notamment par les crises humanitaires. Il s'agit de faire en sorte que les enfants puissent apprendre, en sécurité, quels que soient leur identité, leur lieu de résidence ou ce qui se passe autour d'eux. Mais, pour les enfants déplacés de Djugu en sites dans la ville de Bunia, la majorité d'entre eux sont dans la rue, à la merci de la nature en dépit du cadre juridiquement contraignant aux États afin qu'ils garantissent le respect du droit à l'éducation pour tous les enfants, filles et garçons, dans toutes les situations, notamment de crises.

La prise en charge des déplacés, y compris les enfants, a été rendue possible grâce aux interventions des ONG et des structures étatiques (Divisions provinciales des Affaires Sociales ; de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté). En dépit de toutes ces interventions humanitaires, plusieurs enfants sont visibles dans la rue entrain de mendier et d'exécuter des petits jobs pour survivre.

C'est dans ce contexte que cette étude a été menée pour apprécier l'efficacité des stratégies adoptées par les humanitaires et les structures étatiques pour résorber la crise éducationnelle créée par des conflits armés qui ont amené une situation d'urgence en Ituri.

Quelques études se sont intéressées à la planification de l'éducation en situation d'urgence : Mayoubila (2017) sur l'évaluation d'impact du projet en faveur des déplacés soudanais ; Moctar (2021) sur l'état des lieux et perspectives de l'éducation en situation de crise sécuritaire au Burkina Faso ; Arvisais (2020) sur l'accès, la persévérance scolaire et le sentiment de sécurité des élèves du programme d'éducation accélérée du camp des réfugiés de Dadaab au Kenya ; Akkari et Sagayar (2021) sur l'Education dans les situations d'urgence en Afrique de l'ouest (Mali, du Niger et du Burkina Faso) afin de décrire le contexte actuel, de définir les orientations internationales pour l' Etude d'Impact Environnemental des solutions expérimentées sur le terrain et la manière dont l'offre éducative dans les situations d'urgence est organisée.

C'est dans cette même logique que nous avons mené cette étude dans la ville de Bunia, Province de l'Ituri en République Démocratique du Congo pour la période allant de 2017 à 2023, caractérisée par la crise sécuritaire en vue d'appréhender ses implications sur l'éducation.

En RDC, dans le cadre de la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (SSEF) 2016-2025, il est prévu l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention et de gestion des risques comme une priorité pour les Ministères en charge du secteur de l'éducation et de la formation, en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers. En outre, la RDC a été retenue comme pays prioritaire pour le financement pluriannuel (Multiyear Resilience Program – MYRP) avec le soutien de l'Education Cannot Wait, qui est un fonds mondial dédié à l'éducation dans les situations d'urgences, qui positionne l'éducation comme une priorité dans les réponses humanitaires avec une réponse coordonnée dans le secteur de développement, afin d'atteindre les enfants affectés par les crises dans le monde.

Une des premières étapes dans le processus d'élaboration de programme d'éducation en situation d'urgence consiste à faire une analyse rapide des besoins des bénéficiaires (en tenant compte de l'aspect genre et inclusion). En RDC, il y a un manque de données disponibles, fiables, et relevant du secteur de l'éducation dans les situations d'urgences.

Bien que les mesures nécessaires aient été prises et appliquées pour la prise en charge des enfants déplacés de l'Ituri, il s'avère utile d'apporter des réponses quant à l'efficacité de la stratégie de soutien à l'éducation en situation d'urgence mis en œuvre dans la province de l'Ituri de 2017 à 2023.

D'une manière spécifique, cette étude répond aux questions suivantes :

- Les interventions menées en faveur de la scolarisation des enfants et adolescents en situation d'urgence dans la ville de Bunia se sont-elles rangées sur le modèle recommandé par le cluster éducation ?
- Quels sont les résultats palpables réalisés par ces interventions en faveur des enfants et adolescents en situation d'urgence dans la ville de Bunia ?
- Que souhaitent les enfants victimes de cette situation d'urgence pour leur scolarisation ?

Partant des questions ci-dessus, l'hypothèse principale est formulée de la manière suivante : étant donné que les enfants en âge de scolarité sont perceptibles en grand nombre dans la rue de la ville de Bunia et des cités environnantes, la stratégie mise en œuvre pour l'éducation en situation d'urgence n'a pas été efficace.

De façon spécifique, l'étude estime que :

- Les interventions des partenaires éducatifs en faveur de la scolarisation des enfants et adolescents en situation d'urgence à Bunia ne suivent pas les prescrits du cluster éducation.
- Comme résultat, la plupart des enfants et adolescents en situation d'urgence ne bénéficient pas de la scolarisation en cette période.
- Les enfants souhaitent bénéficier d'une assistance complète pour leur scolarisation. Autrement dit, ils souhaitent bénéficier de l'assistance matérielle, financière, psychologique tel que recommandé par le cluster

Ainsi, cette étude, se propose d'apprécier l'efficacité des stratégies adoptées par les humanitaires et les structures étatiques pour résorber la crise éducationnelle créée par des conflits armés qui ont amené une situation d'urgence à Bunia, à travers les soucis de :

- Vérifier la conformité des interventions menées en faveur de la scolarisation des enfants et adolescents aux prescrits de l'éducation en situation d'urgence selon le cluster éducation.
- Déterminer les résultats concrets de ces interventions en faveur des enfants victimes de la crise sécuritaire.
- Déceler les désidératas des enfants victimes de la situation d'urgence pour leur scolarisation.

II. Méthodologie

Cette étude a été menée auprès d'une population constituée d'enfants et adolescents déplacés des conflits armés scolarisés ou non, vivant sur site des déplacés en ville de Bunia ainsi que les responsables des structures ayant participé aux programmes d'éducation en faveur de ces enfants (Organisations Non Gouvernementales de même que les établissements étatiques).

Quant à l'échantillon, il est occasionnel, constitué de 122 enfants déplacés non scolarisés et 121 enfants déplacés scolarisés. Pour les organisations, à partir de l'UNICEF, 9 structures

ont été consultées, dont 7 organisations non gouvernementales et 2 établissements étatiques qui ont assisté ces enfants dans le domaine éducatif.

Pour collecter les données relatives à cette étude, la méthode appropriée est celle d'enquête. Comme technique de collecte des données, l'interview semi-dirigé a été utilisée. Un guide d'interview pour les enfants scolarisés, un autre pour les enfants non scolarisés et un dernier pour les responsables des structures intervenantes. La technique documentaire a été également utilisée. Les archives exploitées pour accéder aux effectifs des élèves sont essentiellement des rapports annuels de fin d'année scolaire 2022-2023. Le dépouillement des données s'est faite à l'aide de l'analyse de contenu à partir de laquelle les fréquences et pourcentages ont été calculées pour chaque rubrique.

Trois guides d'interview ont été élaborés pour trois catégories d'enquêtés : enfants non scolarisés, enfants scolarisés et organisation ayant intervenu en faveur de l'éducation des enfants en situation de crise à Bunia.

Le thème central de recherche exploré est : « Appréciation des stratégies et des résultats de l'éducation des enfants et adolescents en situation d'urgence dans la ville de Bunia de 2017 à 2023 ». Au-delà de thème central, les questions ont porté sur les sous thèmes ci-après : les actions menées par les humanitaires et structures étatiques, résultats des interventions et les souhaits des enfants pour leur scolarisation. Les questions à la fois fermées et ouvertes. Ci-après les tableaux de spécification des guides d'interview.

Tableau 1. Spécification de guide d'interview pour les enfants et adolescents non scolarisés

Sous-thème	N° de question	Total
Interventions des humanitaires et structures	1,2,4,5	4
Résultats des interventions	3,6,7	3
Souhaits des enfants pour leur scolarisation	8	1
Total		8

Le tableau ci-haut montre que les questions portant sur les interventions des ONG sont au nombre de 4, celles portant sur les résultats des interventions sont au nombre de 3 et une question qui porte sur les souhaits des enfants.

Tableau 2. Spécification de guide d'interview pour les enfants et adolescents scolarisés

Sous-thème	N° de question	Total
Interventions des ONG et structures étatiques	1,2,3,4,5,6,10,11	8
Résultats des interventions	7,8,9	3
Souhaits des enfants pour leur scolarisation	12	1
Total		12

Il ressort de ce tableau que les interventions des ONG sont représentées par 8 questions, les résultats des interventions par 3 questions et les souhaits des enfants victimes par 1 question.

Tableau 3. Spécification de guide d'interview pour les partenaires éducatifs

Sous-thème	N° de question	Total
Interventions des ONG et structures étatiques	1,2,3,4	4
Résultats des interventions	5,6,7	3
Souhaits pour leur scolarisation des enfants	8	1
Total		8

La lecture de ce tableau montre que les interventions des ONG et structures étatiques portent sur 4 questions tandis que les résultats des interventions portent sur 3 questions et enfin les souhaits pour la scolarisation des enfants porte sur 1 question.

III. Résultats

Dans cette partie, les résultats sont présentés en fonction des sous thèmes retenus dans cette étude. Il s'agit des interventions des humanitaires et structures étatiques, les résultats de ces interventions et les desideratas des enfants victimes.

1. Alignement des interventions des humanitaires et structures étatiques au modèle de Cluster éducation

Selon le modèle recommandé par le Cluster éducation, tous les enfants scolarisables doivent être à l'école. Les interventions des acteurs éducatifs doivent tendre vers cet objectif. La situation des enfants déplacés, scolarisés et non scolarisés, renseigne à ce sujet.

➤ Pour les enfants non scolarisés

Pourquoi ne fréquentez-vous pas l'école ? Les réactions à cette question sont consignées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3. Raisons de la non fréquentation de l'école

Raisons	n=122	f	%
Manque de tutelle		76	62,3
Manque des moyens financiers		62	50,8
Mendicité		12	9,8
Petits jobs		9	7,4

La lecture de ce tableau montre que sur 122 sujets interrogés, il y a eu le manque de tutelle qui a été observé 76 fois (soit 62,3%) ; le manque des moyens financiers 62 fois (soit 50,8%) ; la mendicité et les petits jobs observés respectivement 12 et 9 fois (soit 9,8 et 7,4 %). Quelle était la situation scolaire de ces enfants avant le déplacement ? Les tableaux ci-dessous (Tableau 4 et Tableau 5) présentent les résultats y relatifs.

Tableau 4. Fréquentation de l'école avant le déplacement

Réponses	f	%
Oui	49	41,1
Non	73	59,8
Total	122	100

Les résultats indiquent que 41% seulement étudiaient avant le déplacement. Quant à la justification de la non scolarisation, 84% de non scolarisés avant le déplacement n'avaient pas encore l'âge scolaire.

Tableau 5. Raisons de non fréquentation de l'école avant d'être déplacé

Raisons	n= 73	f	%
N'avais pas l'âge scolaire		70	95,9
Manque des raisons		2	2,74
Insécurité		1	1,36
Total		73	100

Parmi les 122 sujets répondants, l'âge scolaire a été cité 70 fois (soit 95,9%), sans raisons valables 2 fois (soit 2,74%) et l'insécurité 15 fois (soit 1,36%). Le cluster éducation recommande également que les enfants déplacés soient gardés dans un lieu sûr, sécurisé pour garantir leur droits et protection. Aussi, l'étude s'est-elle également intéressée au lieu où les enfants non scolarisés passent la nuit. Les réponses fournies par les concernés sont consignées dans le tableau qui suit :

Tableau 6. Lieu où ils passent la nuit

Lieu	n=122	f	%
Site des déplacés		89	73,0
Dans la rue		37	30,3
Chez le patron		5	4,1

Parmi les lieux où les enquêtés passent la nuit, les sites des déplacés ont été cités 89 fois (soit 73,0%), dans la rue 37 fois (30,3%) et chez le patron 5 fois (4,1%). Pour être scolarisés, les enfants déplacés ont besoin de l'assistance. L'étude montre que la grande majorité d'enfants non scolarisés n'ont pas reçu d'assistance comme on peut le lire dans le tableau ci-après.

Tableau 7. Enfants non scolarisés ayant reçu l'assistance

Réponses	f	%
Oui	36	29,5
Non	86	70,5
Total	122	100

Sur 122 enquêtés, il y a 36 (soit 29,5%) qui reçoivent de l'assistance et 86 (soit 70,5%) n'en reçoivent pas. Pour ceux qui reçoivent de l'assistance, auprès de qui ils la reçoivent ? Les réponses sont inscrites dans le tableau qui suit :

Tableau 8. Sources de l'assistance

Réponses	n= 36	f	%
Mendicité		23	63,8
Don de personnes de bonne volonté		8	22,2
Famille ou connaissance		2	5,6
Patronne		2	5,6
ONG ou Eglises		1	2,8

L'assistance dans la rue par mendicité a été observée 23 fois (soit 63,8%), auprès de personnes de bonne volonté 8 fois (soit 22,2%) et la Patronne ainsi que l'ONG ou Eglise une fois chacune. A la question si cette aide porte sur quoi, les réponses dans le tableau qui suit.

Tableau 9. Nature de l'aide

Nature de l'aide	n= 36	f	%
Argent		17	47,2
Aliments		15	41,7
Habits		2	5,6
Savon		2	5,6

Parmi les aides reçues, l'argent a été coté 17 fois (47,2%), les aliments 15 (soit 41,7%) et les restes 2 fois (soit 5,6%) chacune.

➤ ***Pour les enfants scolarisés***

Le cluster éducation recommande que tous les enfants aient une éducation de qualité. Pour y parvenir, les enfants déplacés doivent avoir les objets classiques, être soutenus alimentaires et étudier dans des conditions physiques favorables à l'apprentissage. L'étude a exploré les aspects suivants : nombre d'années de fréquentation de l'école depuis l'arrivée au camp, c'est-à-dire depuis l'année 2017, le niveau d'étude de la reprise, sensibilisation à la reprise et l'inscription à l'école, la prise en charge, les objets classiques et les aides reçues. S'agissant de nombre d'année de fréquentation, les résultats révèlent la majorité fréquentent l'école après leur déplacement. Le tableau ci-après en dit l'essentiel.

Tableau 10. Nombre d'années de fréquentation de l'école

Nombre d'années	f	%
6 ans	1	1
5 ans	2	1,6
4 ans	25	20,6
3 ans	28	23
2ans	35	28,9
1 an	30	24,7
Total	121	100

Il ressort de ce tableau que 30 sujets (soit 24,7%) ont repris les études il y a un an ; 35 sujets (soit 28,9%) il y a 2 ans ; 28 sujets (soit 23%), il y a 3 ans ; 25 sujets (soit 20,6%), il y a 4ans ; 2 sujets (soit 1,6%), il y a 5ans et 1sujet a repris, il y a 6ans. Pour savoir en quelle année d'étude ils ont repris le chemin de l'école, les avis sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 11. Années d'étude de reprise de l'école

Année d'études	f	%
1 ^{ère} et 2 ^e années	82	68
3 ^e et 4 ^e années	36	30
5 ^e et 6 ^e années	3	2
7 ^e et 8 ^e années	-	
Total	121	100

La lecture de ce tableau nous fait voir que 82 sujets (soit 68%) ont repris le chemin de l'école en première et deuxième année primaires, 36 sujets (soit 30%) ont repris en troisième et

quatrième primaires et 3 sujets (soit 2%) ont repris en cinquième et sixième primaires. Le constat est que tous les enfants déplacés ayant repris l'école, l'ont fait au niveau primaire, où la gratuité est appliquée, et personne au niveau du secondaire. Pour ce qui est de la personne qui les a sensibilisés pour regagner l'école, qui les a inscrits et qui supporte leur charge scolaire (objets classique, alimentation, etc.), les tableaux ci-dessous nous présentent le condensé.

Tableau 12. Sensibilisation pour l'intégration à l'école

Canaux de sensibilisation	n=121	f	%
Parents		112	92,5
Membre de la famille		5	4,1
Députés		5	4,1
Moi-même		1	0,8

Ce tableau montre que 112 sujets (soit 92, 5%) ont été sensibilisés par leurs propres parents, 5 sujets (soit 4,1%) par les membres de leur famille, 5 sujets (soit 4,1%) par un député et 1 sujet (soit 0,8%) est allé à l'école de lui-même. Presque pour tous les enfants, ce sont les parents et membres de la famille qui les ont sensibilisés.

Tableau 13. Celui qui supporte vos études

Réponses	n= 121	f	%
Parents		115	95,0
Etat		6	5,0
Membre de famille		5	4,1
Moi-même		1	0,8
ONG		1	0,8

Pour ce tableau relatif à la prise en charge, les parents ont été cités 115 fois (soit 95%), l'Etat 6 fois (soit 5%), les membres de la famille 5 fois (soit 4,1%) et 1 fois (soit 0,8%) par soi-même et par une ONG. Ces enfants ont-ils le nécessaire pour fréquenter l'école ? Le tableau ci-dessous présente le résultat.

Tableau 14. Avoir le nécessaire pour l'école

Réponses	f	%
Oui	3	2,4
Non	118	97,5
Total	121	100

Ce tableau renseigne que 3 sujets (soit 2,4%) ont le nécessaire pour fréquenter l'école alors que 118 sujets (soit 97%) disent le contraire.

Tableau 15. Ce qui manque pour étudier

Réponses	n= 118	f	%
Nourriture		101	85,6
Fournitures scolaires		116	98,3

Il s'observe de ce tableau que le manque de nourriture a été soulevé 101 fois (soit 85,6%) et le manque de fournitures scolaires 116 fois (soit 98,3%). Les enfants déplacés reçoivent-ils de l'aide à l'école et de quelle nature ? Les 121 enquêtés consultés ont dit oui. Et la nature de l'aide est décrite dans le tableau ci-après :

Tableau 16. Qui octroi de l'aide

Réponses	n = 121	f	%
ONG		108	89,2
Eglises		61	50,4
Personne de la bonne volonté		44	36,4

Il ressort de ce tableau que l'aide apporté par les ONG est soulevé 118 fois (soit 89,2%), par les églises 61 fois (soit 50,4%) et par les personnes de bonne volonté 20 fois (soit 36,4%).

➤ **Pour les ONGS et structures étatiques**

Ce sous-thème renseigne sur les actions qui ont été menées par les ONGs et d'autres structures en matière d'intervention en situation d'urgence dans les différents sites où sont hébergés les enfants déplacés dans la ville de Bunia. L'étude s'est intéressée en premier lieu aux actions qu'ont menées les ONGs et structures étatiques en faveur des enfants déplacés de guerre en Ituri entre 2017 et 2023 en matière de l'éducation. Voici les résultats dans le tableau ci-dessous :

Tableau 17. Actions menées dans le secteur de l'éducation

Les actions menées	n= 9	f	%
Réhabilitation/construction des bâtiments scolaires		6	66,7
Appui en kits didactiques aux élèves		5	65,6
Appui en kits didactiques aux enseignants		4	44,4
Fourniture des mobiliers scolaires		4	44,4
Sensibilisation et identification des enfants en âge scolaire		3	33,3
Réintégration des enfants vulnérables ou déplacés à l'école		3	33,3
Ouverture des centres de rattrapage		3	33,3
Formation des inspecteurs, chefs d'établissement et enseignants		3	33,3
Organisation des activités culturelles		2	22,2

Parmi les actions menées, la réhabilitation et la construction des bâtiments scolaires ont été citées par 6 structures (soit 66,7%), l'appui en kits didactiques aux élèves par 5 (soit 55,7%), appui en kits didactiques aux enseignants et fourniture des mobiliers scolaires par 4 (soit 44,4% respectivement), la sensibilisation et identification des enfants en âge scolaire, réintégration des enfants vulnérables ou déplacés à l'école, ouverture des centres de rattrapage et formation des inspecteurs, chefs d'établissement et enseignants ont été citées chacune par 3 (soit 33,3% chacune) et enfin l'organisation des activités culturelles par 2 (soit 22,2%). Les objectifs visés par ces actions sont repris dans le tableau suivant.

Tableau 18. Objectifs des actions menées

Objectifs de actions menées	n=9	F	%
Améliorer les conditions d'apprentissage et sanitaire		7	77,8
Protection des enfants		3	33,3
Atténuer la souffrance des vulnérables		5	55,6
Intégration des enfants déplacés dans la communauté		3	33,3
Promouvoir la cohésion sociale et la cohabitation pacifique des communautés		3	33,3

Il ressort de ce tableau que sur 9 structures opérant à l'Ituri, l'amélioration des conditions d'apprentissage et sanitaire a été citée 7 fois (soit 77,8%) comme objectif principal de ces derniers, atténuer la souffrance des vulnérables citée 5 fois (55,6%), et les restes 3 fois (soit 33,3%) chacun.

2. Résultats des interventions

Ce sous-thème s'intéresse aux résultats palpables des interventions en faveur des enfants et adolescents en situation d'urgence dans la province de l'Ituri.

➤ Pour les enfants non scolarisés

Il a été question de savoir les activités que réalisent les enfants non scolarisés pendant la journée, le nombre d'années de non scolarité depuis l'arrivée au camp et l'invitation à étudier par les intervenants Ongs et étatiques. En effet, si ces enfants étaient encadrés, ils devraient avoir reçu l'invitation à l'inscription, se retrouveraient à l'école ou au centre de formation ou encore dans les métiers pour ceux ayant fini leur formation professionnelle. Tel n'est pas le cas.

Tableau 19. Invitation d'aller à l'école

Réponses	f	%
Oui	7	5,7
Non	115	94,3
Total	122	100

La quasi-totalité d'enfants non scolarisés (94,26%) n'ont jamais été sensibilisés pour aller à l'école.

Tableau 20. Nombre d'années de non scolarité depuis l'arrivée au camp

Années	n=122	f	%
6 ans		38	31,3
5 ans		3	2,4
4 ans		8	6,6
3 ans		6	4,9
2ans		6	4,9
1 an		1	0,8
Sans réponses		60	49,1

La majorité des enfants ont soit oublié le nombre d'année de non scolarité depuis l'arrivée au camp, soit 6 ans de non scolarité.

Tableau 21. Activités réalisées par les enfants non scolarisés

Activités	n=122	f	%
Mendicité		66	54,1
Petits jobs		58	47,5
Jouer		2	1,6
Rien		2	1,6

Les enfants s'occupent plus à mendier ou à réaliser petits jobs (la manutention, le sarclage, nettoyage de véhicule, etc.) pour survivre.

➤ **Pour les enfants scolarisés**

Pour cette catégorie d'enfants, l'étude a vérifié s'ils fréquentent les écoles des déplacés ou les écoles ordinaires de la place et s'ils sont satisfaits d'avoir repris l'école. Les tableaux 28 et 29 y renseignent.

Tableau 22. Effectif des déplacés selon le type d'école fréquentée

Ecoles	n= 121	f	%
Déplacés		114	94,2
Ordinaires		7	5,7
Total			100

Les résultats de l'enquête ont révélé que la quasi-totalité des enfants fréquentent les écoles pour déplacés (94,2%).

Tableau 23. Satisfaction de reprendre les études

	f	%
Oui	119	98, 3
Non	2	1,6
Total	121	100

Les enfants sont satisfaits de leur reprise de la scolarité (98%).

➤ **Pour les ONGS et structures étatiques**

Les interventions des ONGs et structures étatiques en matière d'éducation en situation d'urgence en Ituri devraient permettre aux enfants déplacés de jouir de leur droit à l'éducation de qualité. Pour apprécier l'impact de ces interventions en ce domaine, l'étude s'est basée sur le taux de scolarisation dans les sites des déplacés de Kigonze et IPS Bunia, terrain de notre enquête. A cette fin, l'étude a récolté auprès de l'EPST/ITURI les statistiques y afférentes. Il en sort que pour l'année scolaire 2022-2023 le nombre d'enfants scolarisables se présente comme suit : 2777 garçons et 2814 filles ; soit un total de 5591enfants.

Après avoir enquêtés dans les écoles où étudient les déplacés dans la ville de Bunia, les résultats des enfants scolarisés se présentent de la manière suivante :

Tableau 24. Enfants déplacés scolarisés

Ecoles	Filles	Garçons	Total
EP Saint Luc	576	541	1117
EP Gbalana	134	136	270
EP Bunzenzele	193	250	443
EP Bamba	138	253	391
EP Kilo	139	280	419
Total	1180	1460	2640

Il ressort de ce tableau que sur 2640 enfants intégrés les écoles, il y a 1180 filles contre 1460 garçons. En comparant les enfants scolarisables et les enfants scolarisés des deux camps à l'étude, la situation globale est présentée dans le tableau synthétique suivant :

Tableau 25. Situation globale des enfants en âge scolaire et scolarisés

Population scolarisable		Total	Population scolarisée		Total	%		
Filles	Garçons		Filles	Garçons		Filles	Garc	Filles/Garç
2814	2777	5591	1180	1460	2640	41,9	52,5	47

D'une manière générale, sur 100% des enfants en âge scolaire, il n'y a que 47% (soit 2640) qui ont intégré l'école.

3. Desideratas des enfants victimes de la situation d'urgence pour leur scolarité

Ce dernier thème veut appréhender ce que souhaitent les enfants victimes de la situation d'urgence pour leur scolarité, car « ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre moi ! »

➤ Les enfants déplacés non scolarisés

Pour les enfants déplacés n'étudiant pas, l'on a vérifié s'ils souhaitent retourner à l'école. Tous les enquêtés (100%) ont accepté d'y retourner. Le tableau ci-dessous présente le résultat.

Tableau 26. Conditions pour retourner à l'école

Conditions	n= 122	f	%
Etre nourri		99	81,1
Etre pris en charge		77	63,1
Avoir les fournitures scolaires		75	61,5
Etre logé		35	28,7
Faire l'école professionnelle		25	20,5

Parmi les conditions évoquées par les enquêtés pour retourner à l'école, la nourriture a été citée 99 fois (81,1%), la prise en charge 77 fois (63,1%), les fournitures scolaires 75 fois (soit 61,5%), être logé 35 fois (soit 28,7%) et l'école professionnelle 25 fois (soit 20,5%).

➤ Pour les enfants déplacés scolarisés

Que souhaitent les enfants déplacés scolarisés pour leur meilleure intégration scolaire dans les jours à venir ? Voici les réponses évoquées :

Tableau 27. Desideratas des enquêtes pour une meilleure intégration scolaire

Desideratas	n=121	f	%
Dotation suffisante en kits scolaires		117	96,7
Création des activités génératrices de revenu pour une bonne insertion sociale		92	76,0
Bonne prise en charge des ONGS et du gouvernement		87	71,9
Que la paix totale revienne dans la province		54	44,6
Création des écoles professionnelles		49	40,5

Il ressort de ce tableau que la dotation suffisante en kits scolaires a été citée 117 fois (soit 96,7%), la création des activités génératrices de revenu pour une bonne insertion sociale 92 fois (soit 76,0%), une bonne prise en charge des ONGS et du gouvernement citée 87 fois (soit 71,9%), que la paix revienne dans notre province citée 54 fois (soit 44,6%) et la création des écoles professionnelle 49 fois (soit 40,5%).

➤ **Actions prévues des ONGS et d'autres structures pour l'avenir**

À la question : quelles sont les actions prévues pour les années avenir ? les réponses sont dans le tableau suivant :

Tableau 28. Les actions prévues pour l'avenir par les intervenants

Actions à venir	n=9	F	%
Poursuivre la distribution des équipements scolaires		4	44,4
Distribution des kits aux élèves		3	33,3
Réhabilitation/construction des écoles		6	66,6
Formation professionnelle pour les adolescents		3	33,3
Achat des moyens de déplacement pour les inspecteurs		3	33,3
Remise à niveau des enseignants		4	44,4
Construction du système de conservation d'eau		2	22,2
Etendre les activités sur l'ensemble de RDC		2	22,2
Elaboration de plan d'action opérationnelle pour 2024-2025		1	11,1

Il convient de signaler que les actions à mener dans l'avenir, il s'agit de la réhabilitation et construction des écoles citées 6 fois (soit 66,6%), poursuivre la distribution des équipements scolaires et remise à niveau des enseignants sont à la deuxième position et cités chacun 4 fois (soit 44,4%), distribution des kits scolaires, formation professionnelle et achat des moyens

de déplacement pour les inspecteurs cités chacun deux fois (soit 22,2%) et les autres viennent à la dernière position.

IV. Discussions des résultats

Les résultats tels qu'ils sont présentés ci-haut, nécessitent une interprétation pour leur donner un sens. Cette interprétation se fait par rapport aux sous-thèmes retenus : les actions menées par les intervenants rangés sur le modèle recommandé par le cluster éducation, les résultats palpables de ces interventions et les desideratas des enfants victimes en situation d'urgence.

1. Alignement des interventions sur le modèle recommandé par cluster éducation

Après l'enquête sur les sites des déplacés des conflits armés dans la ville de Bunia, les résultats révèlent que 70,5% d'enfants ne sont pas assistés ; c'est pourquoi ils sont dans la rue entraînant de mendier et d'autres se lancent dans des petits jobs pour vivre suite au manque de tutelle, manque des moyens financiers. Et pourtant, parmi les objectifs du Cluster Education, l'un préconise la protection des enfants et adolescents à travers l'encadrement et l'organisation d'activités qui contribuent à leur bien-être psychosocial. Donc, à ce stade, nous disons que l'intervention n'a pas été efficace étant donné qu'il y a encore un nombre important d'enfants déplacés visibles dans la rue. Et pourtant, l'objectif du Cluster Education est d'assurer l'accès à une éducation inclusive et pertinente de qualité dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur pour toutes les filles et tous les garçons de 3 à 18 ans, affectés par une catastrophe naturelle ou par un conflit. Le Cluster Education suit une approche intégrée de l'éducation et de protection, visant à la fois la scolarisation de tous les enfants affectés par une crise en mettant un accent particulier sur l'identification et l'intégration scolaire des filles et garçons déplacés ou retournés non scolarisés et des activités qui favorisent l'accès. Donc, à ce stade, l'intervention n'a pas été efficace étant donné qu'il y a encore beaucoup d'enfants déplacés dans la rue, donc hors école.

2. Les résultats concrets des interventions

Pour les ONGS et structures étatiques, parmi les actions menées, il s'agit de la réhabilitation et construction des écoles citées 6 fois (soit 66,6%), poursuivre la distribution des équipements scolaires et remise à niveau des enseignants sont à la deuxième position et cités

chacun 4 fois (soit 44,4%), distribution des kits scolaires, formation professionnelle et achat des moyens de déplacement pour les inspecteurs cités chacun deux fois (soit 22,2%).

Ces résultats paraissent très faibles car les taux des interventions varient de 4,76% (les enfants de la communauté) à 33,33% (amélioration des conditions d'apprentissage et sanitaire). C'est qui a fait que plus de la moitié des enfants déplacés se trouvant dans les camps ne soient pas scolarisés ; les statistiques de l'EPST montrent sur 5791 enfants en âge scolaire, il n'y a que 2640 soit 47% qui ont repris le chemin de l'école.

3. *Desideratas des enfants victimes de la situation d'urgence*

À travers ce sous thème, les enfants déplacés dans la rue, souhaitent intégrer l'école (soit 100%) mais, à condition d'être nourri (81,1%), pris en charge (63,1%), équipés en fournitures scolaires (61,5%), être logés (28,7%) et avoir des écoles professionnelles (20,5%). Les enfants déplacés scolarisés souhaitent la dotation suffisante en kits scolaires (96,7%), la création des activités génératrices de revenu pour une bonne insertion sociale (76,0%), une bonne prise en charge des ONGS et du gouvernement (71,9%), que la paix revienne dans notre province (44,6%) et la création des écoles professionnelle (40,5%). Ce résultat rejoint l'étude de Moctar menée en 2021 sur la « Gestion de l'éducation en situation de crise sécuritaire au Burkina Faso : état des lieux et perspectives dans la commune de Titao », parmi les recommandations faites pour l'amélioration la prise en charge scolaire des élèves déplacés, il faut doter chaque élève déplacé en lampes d'éclairage, impliquer les parents dans l'organisation des cours d'appui, doter les élèves déplacés en matériels de première nécessité (vêtements, savons, pâtes, pommades pour les filles, nourriture sec etc.), rétablir la sécurité afin de faciliter le retour rapide des élèves déplacés dans leurs villages, redynamiser les cantines scolaires, exempter les élèves déplacés du paiement des frais de scolarité, renforcer la compétence des enseignants sur le plan pédagogique, organiser plus d'activités socioéducatives pour permettre aux élèves déplacés de mieux s'intégrer dans la communauté d'accueil, mettre en place un système performant d'accueil des élèves déplacés.

L'éducation en situation d'urgence est un domaine trop vaste qui nécessite une vaste étude qui prendrait en compte notamment la manière dont les intervenants ont posé le diagnostic, notamment au regard des normes minimales de l'INEE (2010).

Conclusion

Au terme de ce travail portant sur l'« Appréciation des stratégies et des résultats de l'éducation des enfants et adolescents en situation d'urgence dans la ville de Bunia de 2017-2023 ». En entreprenant cette étude, nous voulons apprécier l'efficacité des stratégies adoptées par les humanitaires et les structures étatiques pour résorber la crise éducationnelle créée par des conflits armés qui ont amené une situation d'urgence à Bunia. De façon spécifique, cette étude cherche à :

- Vérifier la conformité des activités menées par les intervenants en faveur de la scolarisation des enfants et adolescents aux prescrits de l'éducation en situation d'urgence selon le cluster éducation.
- Déterminer les résultats concrets de ces activités menées en faveur des enfants et adolescents déplacés en situation d'urgence.
- Déceler les désidératas des enfants victimes de la situation d'urgence pour leur scolarisation.

L'entretien semi-structuré et l'analyse documentaire ont été utilisés comme les techniques de collecte de données. A l'issue analyse, les résultats ci-après ont été observés :

➤ ***Par rapport aux actions menées par les intervenants rangés sur le modèle recommandé par le cluster éducation***

Après l'enquête sur les sites des déplacés des guerres dans la ville de Bunia, les résultats révèlent que 70,5% d'enfants ne sont pas assistés ; c'est pourquoi ils sont dans la rue entrain de mendier et d'autres se lancent dans des petits jobs pour vivre suite au manque de tutelle, manque des moyens financiers. Ces résultats infirment la première hypothèse.

➤ ***Par rapport aux statistiques des enfants déplacés scolarisables et scolarisés***

Les statistiques obtenues au niveau de l'EPST Bunia ont montré que sur 5591 enfants scolarisables, il n'y a que 47% seulement qui ont intégré l'école contre 53% qui sont dans la rue. Par ailleurs, cette étude montre également que la non scolarisation des enfants déplacés est due au manque de tutelle et de moyen financier, ceci constituent les principales raisons de la non scolarisation des enfants alors qu'on est sensé les prendre en charge selon le cluster éducation. Il est aussi important de souligner que des enfants non scolarisés passent la nuit

dans la rue et/ou chez les personnes qui les utilisent. Cependant, le cluster éducation recommande d'assurer l'abri à tous les enfants victimes de guerre en situation d'urgence. Quand en ce qui concerne leur assistance, il y a le manque d'assistance et ils vivent de la mendicité et des dons de certaines personnes de bonne volonté qui leur fournissent de l'agent, la nourriture et boisson.

En outre, la majorité des enfants scolarisés soit (92%) sont sensibilisés par les parents, inscrits et pris en charge par ces derniers soit (94%) et supportés aussi par leur propre parent soit (95%). En parlant de leurs conditions d'étude, 97% de ces enfants manquent le nécessaire, 85% manquent la nourriture et (98%) manquent les fournitures scolaires. Ainsi, la deuxième hypothèse est confirmée.

➤ *Par rapport aux desideratas des enfants victimes de la situation d'urgence*

À travers ce point, les enfants déplacés dans la rue, souhaitent intégrer l'école (soit 100%) mais à condition d'être nourri (81,1%), d'être prise en charge (63,1%), de les équiper en fournitures scolaires (soit 61,5%), d'être logé (soit 28,7%) et d'avoir des écoles professionnelles (soit 20,5%). Sans cela, ils sont dans la rue pour mendier et faire les petits jobs pour leur vécu quotidien. Tandis que les enfants déplacés scolarisés souhaitent la dotation suffisante en kits scolaires (soit 96,7%), la création des activités génératrices de revenu pour une bonne insertion sociale (soit 76,0%), une bonne prise en charge des ONGS et du gouvernement (soit 71,9%), que la paix revienne dans leur province (soit 44,6%) et la création des écoles professionnelle (soit 40,5%). Ces résultats confirment la troisième hypothèse. Étant œuvre humaine, cette étude a ses faiblesses : d'une part, en ce qui concerne l'instrument utilisé, l'entretien semi structuré n'a pas permis aux enquêtés de tout dire car ils étaient limités par les questions qui leur étaient posées par l'enquêteur, et d'autre part, l'éducation en situation d'urgence est un domaine trop vaste qui nécessite une vaste étude dans les endroits (milieux) où il y a des victimes des guerres, de catastrophes naturelles, mais celle-ci s'est arrêtée uniquement dans la ville de Bunia.

Nous suggérons aux autres chercheurs désirant de mener des études dans ce domaine d'étendre par exemple dans la ville de Kisangani où il y a des conflits ethniques entre le peuple Mbole et le peuple Lengola ; toujours dans la Province de l'Ituri, d'autres chercheurs peuvent aller à l'arrière province.

Références bibliographies

Akkari, A., & Sagayar, M. M. (2021). L'éducation dans les situations d'urgence en Afrique de l'Ouest : contexte, solutions expérimentées et alternatives possibles. *Encres*, 13.

Arvisais, O. (2020). *Accès, persévérance scolaire et sentiment de sécurité des élèves du programme d'éducation accélérée du camp de réfugiés de Dadaab au Kenya* (Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal). Archipel. [Archipel UQAM](https://archipel.uqam.ca/14106/?utm_source=chatgpt.com)

Cluster Éducation. (2023). *République démocratique du Congo : Stratégie du Cluster Éducation*

INEE. (2010). *Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement*. Éditions de l'INEE.

Mayoubila, K. (2017). *Éducation dans les camps de réfugiés : urgence ou développement ? Cas du projet Life Skills de l'ONG RET dans les camps des réfugiés soudanais de l'Est du Tchad* (Mémoire de master II). Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE), Ouagadougou.

Moctar, A. S. (2021). *Gestion de l'éducation en situation de crise sécuritaire au Burkina Faso : état des lieux et perspectives dans la commune de Titao* (Mémoire de master II, IFRISSE, Ouagadougou). [Mémoire Online](https://www.memoireonline.com?utm_source=chatgpt.com)

UNICEF. (2013). *Éducation en situation d'urgence : documentation de bonnes pratiques*. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).